

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 10 novembre 2025

Energie-climat

Le site de Wylfa au Pays-de-Galles choisi pour accueillir les 3 premiers SMR de Rolls-Royce

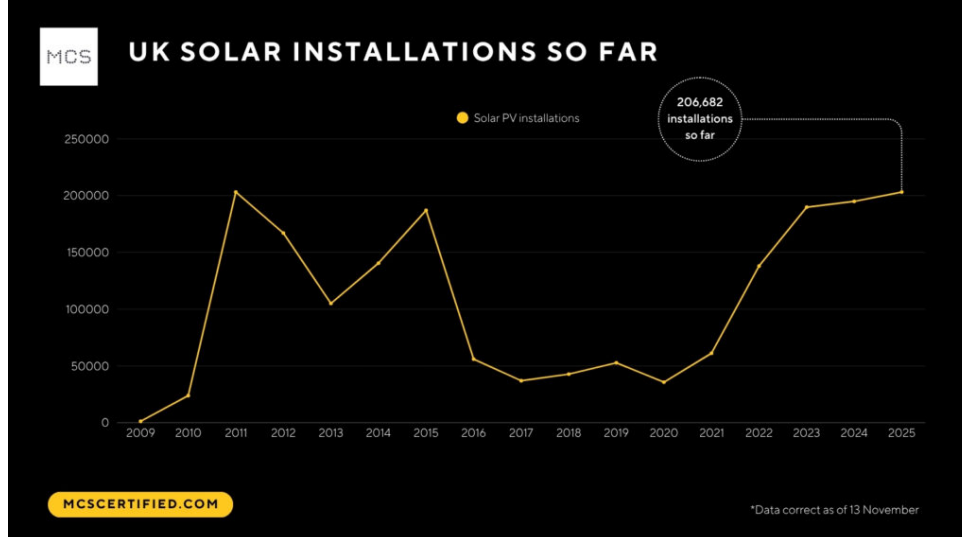
Le ministère de l'énergie a [annoncé](#) avoir retenu le site de Wylfa au Pays-de-Galles pour l'implantation des trois premiers réacteurs SMR développés par l'entreprise britannique Rolls-Royce SMR dans ses usines de Derby. L'entreprise avait été retenue en juin dernier pour être le partenaire de choix du gouvernement dans la construction des premiers SMR à l'issue du processus de sélection mené par Great British Energy-Nuclear. Le ministère a précisé que le site pourrait accueillir jusqu'à 8 réacteurs à une date ultérieure. L'ambassadeur américain au Royaume-Uni Warren Stephens a déploré un choix coûteux au détriment d'une offre américain portée par Westinghouse Electric Company

Le gouvernement investira 2,5 Md£ dans le développement de ce programme nucléaire porté par Great British Energy-nuclear (structure publique) avec l'objectif d'aboutir à une décision finale d'investissement en 2031. Le projet pourrait soutenir jusqu'à 3000 emplois locaux.

En parallèle, le ministère a annoncé avoir lancé les travaux d'identification d'un site qui pourra accueillir un nouveau projet de réacteurs de grande puissance, après Hinkley Point C et Sizewell C.

L'installation de panneaux solaires en toiture en plein essor

Selon les données de [Microgeneration Certification Scheme](#), le Royaume-Uni a déjà battu le record de 2011 de panneaux solaires installés en toiture par des particuliers, avec plus de 200 000 installations enregistrées à fin octobre, alors qu'il reste encore deux mois avant la fin de l'année. Cet essor est tiré principalement par la hausse des installations de panneaux solaires sur les logements neufs, qui représentent aujourd'hui 35 % des installations depuis le début de l'année.



Environnement

Création d'un groupe d'experts pour renforcer les compétences dans le secteur de l'eau

Dans un contexte de crise profonde du secteur de l'eau, le gouvernement a lancé le 13 novembre le *Water Skills Strategic Group*, un nouveau groupe d'experts chargé d'assurer au secteur la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour accompagner les investissements massifs prévus dans les prochaines années. Le dispositif s'inscrit dans le programme d'investissement de 104 Mds£ prévu pour 2025-2030, le plus important depuis la privatisation, destiné à moderniser les infrastructures, réduire les fuites et augmenter les capacités de stockage.

Coprésidé par Defra et *Energy & Utility Skills*, ce groupe réunit des représentants de l'administration, des opérateurs de l'eau et de la chaîne d'approvisionnement. Il devra identifier les besoins en compétences prioritaires, renforcer l'attractivité du secteur et garantir le déploiement de formations adaptées. Il se réunira chaque trimestre jusqu'en 2030.

La ministre de l'Eau appelle à une réforme en profondeur du secteur lors de la *British Water Annual Conference*

S'exprimant le 10 novembre à la *British Water Annual Conference* à Coventry, la ministre de l'Eau Emma Hardy a appelé à une mobilisation collective pour « restaurer la confiance » dans un secteur fragilisé par des années de sous-investissement, d'incohérences réglementaires et de dégradation environnementale. Saluant l'innovation et les initiatives locales – telles que les robots d'inspection de Northumbrian Water ou la valorisation des « fatbergs » en biocarburants – la ministre a insisté sur la nécessité d'un cadre plus stable pour attirer l'investissement privé et soutenir la transition.

Elle a confirmé la création d'un régulateur unique, fusionnant Ofwat, l'*Environment Agency*, *Natural England* et le *Drinking Water*

Inspectorate, via un futur *Water Reform Bill*. Elle a également souligné les besoins d'infrastructures à long terme, à travers la construction de neuf nouveaux réservoirs, huit usines de dessalement et sept projets de réutilisation de l'eau entre 2025 et 2030.

L'Environment Agency alerte sur un risque de sécheresse généralisée en 2026 sans un hiver suffisamment humide

L'Environment Agency a averti, dans son [*Drought Prospects Report*](#) publié le 14 novembre, que l'Angleterre pourrait connaître une sécheresse généralisée au printemps 2026 si l'hiver à venir est plus sec que la normale. Malgré quelques pluies récentes, la situation reste critique après le printemps le plus sec depuis 132 ans et une succession de vagues de chaleur record : le pays n'a reçu que 83 % de ses précipitations habituelles depuis janvier et les réserves des réservoirs ne sont qu'à 65,8 %, bien en dessous de la moyenne saisonnière (77,4 %).

L'agence appelle les compagnies d'eau, les agriculteurs et les usagers à se préparer dès maintenant à un scénario de sécheresse prolongée en 2026 et à renforcer la gestion de la ressource durant l'hiver.

Transports

Les voitures électriques vont devoir s'acquitter du péage urbain de Londres

Le maire de Londres, Sadiq Khan, a annoncé une augmentation de la taxe sur la circulation dans l'hyper-centre-ville (*congestion charge*) de 15£ à 18£ dès janvier 2026, dans le cadre d'une réforme destinée à maintenir l'efficacité du dispositif face à la hausse du trafic. Jusqu'ici exemptés, les véhicules électriques devront désormais payer 75 % du tarif normal, puis 87,5 % à partir de 2030. Les utilitaires électriques enregistrés au paiement quotidien bénéficieront d'une réduction de 50 %.

Transport for London explique que cet ajustement vise à éviter que le coût croissant des transports publics, alimenté par l'inflation, ne pousse les Londoniens à reprendre la voiture.

Près de 40 000 conducteurs paient la *congestion charge* chaque jour, et ceux utilisant des véhicules essence ou diesel anciens s'acquittent également de la taxe ULEZ (*ultra low emission zone*) de 12,50£.

Inquiétudes sur une possible désactivation à distance des bus chinois circulant au Royaume-Uni

Le DfT et le National Cyber Security Centre ont lancé une enquête sur les risques de cybersécurité liés à environ 700 bus électriques chinois Yutong circulant notamment à Glasgow et à Nottingham. A la suite de tests menés en Norvège, une interrogation a émergé sur la capacité du constructeur à accéder à distance aux systèmes de

contrôle des véhicules — accès qui pourrait théoriquement permettre de les désactiver.

Yutong, premier constructeur mondial de bus, souhaite s'implanter à Londres, avec un modèle électrique à impériale répondant au cahier des charges de la capitale. TfL a cependant déclaré qu'aucun opérateur londonien n'utilise actuellement ces véhicules et que tout nouveau bus devra satisfaire des exigences techniques strictes.

Yutong soutient que toute connectivité sert uniquement aux mises à jour et à la maintenance, avec un accès contrôlé et chiffré. Les tests norvégiens ont cependant montré que le bus chinois testé offrait un accès distant, contrairement au modèle néerlandais VDL pris comme référence.

Le ciblage des aides employeurs à l'achat de vélo renforcé

Le gouvernement envisage de restreindre les avantages fiscaux du programme "Cycle to Work" pour l'achat de vélos par le biais du dispositif de salary sacrifice. Cette mesure, qui consisterait en l'établissement d'un plafond, vise à limiter les subventions aux acquisitions jugées excessives, notamment les vélos électriques ou de loisir haut de gamme. Un plafond à 1000£ avait été supprimé en 2019.

Lancé en 1999, le programme permet aux employés d'acheter des vélos et accessoires en bénéficiant d'un prêt sans intérêt, déduit de leur salaire avant impôts. Ce dispositif offre ainsi des économies fiscales substantielles (jusqu'à 42 %). Cependant, son coût a fortement augmenté au cours des dernières années, de 55 M£ en 2019-20 à 130M£ en 2024-25.

Industrie

Le géant britannique de l'industrie chimique INEOS en difficultés financières

L'entreprise Ineos a vu la valeur de ses titres obligataires chuter fortement sur le marché, conséquence des difficultés du secteur chimique européen. La revente d'obligations du groupe s'est accélérée ces derniers jours, alors que le groupe multiplie les avertissements sur la fragilité de l'industrie chimique. Celle-ci est frappée par une demande faible, des capacités de production mondiales excédentaires, des coûts énergétiques élevés et le durcissement des tensions commerciales.

La situation financière d'Ineos s'est récemment détériorée, avec une augmentation de son ratio dette / marge qui a conduit l'agence Fitch à dégrader la dette de l'entreprise en catégorie spéculative.

Ineos a récemment lancé des procédures anti-dumping contre des importations de produits chimiques à bas prix et a annoncé, en octobre, des fermetures de sites en Allemagne et des suppressions d'emplois au Royaume-Uni.

Jaguar Land Rover annonce une perte importante au troisième trimestre

Jaguar Land Rover (JLR) a annoncé une perte trimestrielle de 485 M£ après une cyberattaque majeure qui a paralysé la production pendant plus d'un mois. La production est désormais revenue à la normale, mais les perturbations liées aux difficultés du fournisseur de puces Nexperia continuent de fragiliser le constructeur, qui appartient au groupe indien Tata Motors.

La cyberattaque a coûté £196 millions au constructeur et aggravé l'impact sur le programme de départs volontaires et les retards dans les lancements de nouveaux véhicules électriques. Le chiffre d'affaires a chuté de 24 % et JLR a drastiquement réduit ses prévisions annuelles, n'attendant plus qu'une marge opérationnelle de 0 à 2 %.

L'évènement a eu une portée nationale : selon le Cyber Monitoring Centre, plus de 5 000 organisations en amont et en aval du constructeur ont été touchées, pour un coût estimé à 1,9 Md£, ce qui en fait la cyber-attaque la plus dommageable pour le Royaume-Uni.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrange, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr